

Séance générale du 2 mai 2016

À une séance générale du Conseil Municipal de la Municipalité de Notre-Dame-des-Monts, tenue à 19h00 au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, ce 2^{ième} jour du mois de mai deux mille seize, à laquelle séance sont présents : Mesdames les Conseillères Donatha Lajoie, Marie-Claude Gilbert et Isabelle Vézina et Nicole Boudreault Côté et Messieurs les Conseillers Alexandre Girard et M. Joseph-Louis Girard, formant quorum sous la présidence de Son Honneur la mairesse Mélissa Girard, il a été adopté ce qui suit :

RÈGLEMENT 228-58

RÈGLEMENT # 228-58 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO. 228-16

DÉCRÉTANT L'IMPOSITION D'UNE TAXE AUX FINS DU FINANCEMENT DES CENTRES D'URGENCE 9-1-1

Le conseil, décrète ce qui suit :

1. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- 1. « client » : une personne qui souscrit un service téléphonique dans un but autre que d'en effectuer de nouveau la fourniture à titre de fournisseur de services de télécommunication :
- 2. « service téléphonique » : un service de télécommunication qui remplit les deux conditions suivantes :
 - A) Il permet de composer le 9-1-1 pour joindre directement ou indirectement un centre d'urgence 9-1-1 offrant des services au Québec;
 - B) Il est fourni, sur le territoire de la municipalité locale, par un fournisseur de services de télécommunication.

Lorsqu'un fournisseur de services de télécommunication réserve un de ses services téléphoniques pour sa propre utilisation, il est réputé, quant à ce service, un client visé au paragraphe 1^{er} du premier alinéa.

Pour l'application du sous-paragraphe b du paragraphe 2^{ième} du premier alinéa, le service de télécommunication est réputé fourni sur le territoire de la municipalité locale lorsque le numéro de téléphone attribué au client pour l'utilisation du service comporte un indicatif régional du Québec.

2. À compter du 1^{er} décembre 2016 est imposée sur la fourniture d'un service téléphonique une taxe dont le montant est, pour chaque service téléphonique, de 0,46\$ par mois par numéro de téléphone ou, dans le cas d'un service multiligne autre qu'un service Centrex, par ligne d'accès de départ.
3. Le client doit payer la taxe pour chaque mois au cours duquel il reçoit, à un moment quelconque, un service téléphonique.
4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication d'un avis à cet effet que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire fait publier à la Gazette officielle du Québec.

Il est proposé par la conseillère Nicole Boudreault Côté et résolu à l'unanimité des conseillers et des Conseillères présents d'adopter le règlement no. 228-58 décrétant l'imposition d'une taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1.

Adopté à la séance générale tenue le 2^{ième} jour de mai l'an deux mille seize.

Mélissa Girard, **Mairesse**

Marcelle Pedneault, D. G.
Secrétaire-trésorière